

Publié le 4 mars 2022

Les TPE et les PME pourraient augmenter leurs dépenses d'investissement en 2022 selon Rexecode et Bpifrance

L'institut d'études économiques Rexecode et le laboratoire d'idées de la banque publique d'investissement Bpifrance ont publié en février leur baromètre trimestriel relatif à la trésorerie, l'investissement et à la croissance des très petites entreprises (TPE) et des petites et moyennes entreprises (PME). Les Entreprises publiques locales (Epl) appartenant pour la très majorité à ces catégories (93 %), la FedEpl en relaie les principaux enseignements.



L'étude réalisée par les deux organisations entre le 31 janvier et le 9 février 2022 auprès de dirigeants de TPE et de PME fait état d'une **conjuncture globalement favorable pour ces sociétés**. Elle est marquée par la normalisation de leur situation financière et par **la volonté affichée par une grande majorité de dirigeants d'investir au cours de l'exercice 2022**. La croissance de l'inflation observée ces dernières semaines à l'échelle nationale devrait se poursuivre. Les salaires et les prix de vente pratiqués par les TPE et les PME devraient être augmentés dans une majorité des cas.

Lire aussi

[Les TPE et les PME disposent d'une trésorerie plus abondante qu'avant la crise selon le Conseil d'analyse économique \(CAE\)](#)

Intentions d'investissements élevées pour les TPE et les PME

Les opinions des dirigeants de TPE et de PME sur la trésorerie de leurs sociétés se sont dégradées ces trois derniers mois, mais **la situation de trésorerie demeure relativement confortable**. Selon l'étude, **76 % des dirigeants jugent leurs disponibilités « normale[s] » ou « aisée[s] »**, soit une proportion en baisse de 4 points. Elle reste cependant bien supérieure à la moyenne d'avant-crise. Les dirigeants s'attendent à une poursuite de cette baisse dans les prochains mois, à un rythme modéré.

L'investissement resterait quant à lui dans la dynamique observée en 2022. **59 % des dirigeants comptent investir au premier trimestre de l'année 2022, contre 55 % un an auparavant**. Les dépenses resteraient dynamiques, portées par des conditions de financement toujours favorables, mais en légère dégradation en raison de difficultés d'approvisionnement. Les investissements de renouvellement ou de

modernisation et des équipements et des installations seraient les plus nombreux, mais les motifs environnementaux sont de plus en plus invoqués. Cités par 34 % des dirigeants, on note une proportion en hausse de 11 points par rapport à la période pré-pandémie.

Des conditions propices à la reprise soutenue de l'activité

Rexecode et Bpifrance expliquent que les conditions d'accès au crédit sont favorables, que ce soit à court ou moyen terme. Concernant les financements de leur exploitation courante, les dirigeants de TPE et de PME rencontrent relativement peu de difficultés (dans 14 % des situations). **S'agissant du financement des investissements, la proportion est similaire, s'élevant à 15 % (en baisse de 2 points sur le trimestre)**. Au total, 78 % des dirigeants de TPE ou de PME qui ont l'intention d'investir auraient recours au crédit pour financer leurs investissements (+ 3 points par rapport à 2020).

L'étude met également en exergue les divers freins rencontrés par les dirigeants de TPE ou de PME. Citées par 57 % d'entre eux, **les difficultés de recrutement demeurent ainsi la première préoccupation des dirigeants**. Viennent ensuite les coûts et les prix trop élevés. Mentionnés par 32 % des dirigeants, ces déterminants passent pour la première fois au deuxième rang des préoccupations et pèsent sur la trésorerie des entreprises. A l'inverse, les contraintes de demande sont de moins en moins perçues comme un frein. Les perspectives de demande dégradées contraignent l'activité de 30 % des dirigeants, soit un niveau très inférieur à celui mesuré un an auparavant et témoignant de la reprise de l'activité économique. Il conviendra toutefois de suivre attentivement l'évolution de la conjoncture internationale. Des tensions sur le prix des matières premières et de l'énergie, latentes au moment de l'enquête, pourraient intervenir et affecter significativement les TPE et les PME françaises.

Augmentation des prix de vente et des salaires comme perspectives en 2022

Pour autant, à l'image de l'ensemble des Epl, les perspectives s'agissant de l'emploi semblent favorables pour les TPE et les PME. **Selon Rexecode et Bpifrance, la moitié des dirigeants de ces sociétés anticipent d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2022**, tandis que 63 % d'entre eux prévoient des hausses salariales plus importantes que celles octroyées en moyenne avant la crise. L'une des motivations clé est la fidélisation de leurs collaborateurs.

58 % des dirigeants prévoient parallèlement d'augmenter leurs prix de vente en 2022. Parmi eux, nombreux sont ceux qui rencontrent des difficultés d'approvisionnement (67 %). La croissance de l'inflation devrait dès lors se poursuivre. Dans cette perspective, 34 % des dirigeants projettent une dégradation de leur marge nette cette année, contre 18 % anticipant une amélioration et 48 % prévoyant une stabilisation.

L'étude fait enfin un focus sur la souscription de Prêt garanti par l'État (PGE) au cours des derniers mois. 19 % des Epl ont été concernées par ces emprunts à titre de rappel. Plus de la moitié des dirigeants interrogés dans le cadre de cette étude, et ayant souscrit un PGE, déclarent l'avoir utilisé en grande partie, voire en totalité à ce jour (52 % contre 45 % en octobre dernier). 10 % affirment avoir remboursé leur prêt en intégralité, tandis que 9 % craignent de ne pas être en mesure de le rembourser.

[En savoir +](#)